

# Large soutien aux écoles multilingues

ENSEIGNEMENT L'idée de l'ULB et la VUB suscite l'enthousiasme dans les milieux politiques

**U**n signal très fort » (Ecolo/Groen). « Nous voulons être commune pilote » (Ville de Bruxelles, PS, Ecolo, Défi). « Nous avons toujours soutenu cette idée » (SPA). C'est peu dire que l'idée d'école multilingue lancée par les recteurs de l'ULB et de la VUB (*Le Soir* de ce mardi 26 mars) suscite un certain enthousiasme dans les milieux politiques.

La palme revient à Philippe Close qui, dès 7 h 50, sur *Matin Première* a apporté son soutien au projet développé par Yvon Englert et Caroline Pauwels. Puis a proposé que la Ville de Bruxelles soit commune pilote. En clair, de mettre des moyens dans la création de l'établissement sur le territoire (et dans le giron ?) communal.

Dans la foulée, Ixelles a également fait offre de service. « Nous sommes l'une des communes les plus représentatives du caractère international de notre Région. Le collège est dès lors particulièrement enthousiaste à l'égard de ce projet », explique Christos Doukeridis (Ecolo).

Pascal Smet, ministre bruxellois de la Mobilité et des Travaux publics (SPA), lui, rappelle que les écoles bilingues figurent dans le programme de one.brussels, adopté dimanche dernier ; les libéraux francophones et néerlandophones y sont également favorables. « Nous espérons que la présence d'universitaires issus des deux communautés permettra de dépasser les clivages communautaires », précise le MR.

Même ligne chez les verts, qui insistent plutôt sur l'ambition bilingue. « Le récent baromètre linguistique a montré que 90 % des Bruxellois sont en faveur d'écoles bilingues. Elles sont, du reste, le reflet de la réalité de la ville », insistent les têtes de liste Alain Maron (Ecolo) et Elke Van den Brandt (Groen). Lesquels pointent toutefois, comme le CDH, les difficultés constitutionnelles et légales, le fédéral étant pour l'heure compétent pour l'enseignement bilingue. « *Raison pour laquelle une voie plus rapide pour arriver au concept,*

*auquel nous sommes clairement favorables, est l'enseignement en immersion, qui permet de mettre en œuvre des écoles bilingues ou trilingues* », explique Antoine de Borman, directeur du Cepess (et candidat).

## Contourner les contraintes institutionnelles

En filigrane, ce constat que l'organisation actuelle de Bruxelles est pour le moins dépassée. Fracturer la ville selon le clivage linguistique ne résiste ni à la réalité – 184 nationalités, une vraie tour de Babel – ni aux besoins (parler plusieurs langues pour trouver une place dans la société, notamment sur le marché de l'emploi).

Le sujet n'est plus tabou qu'au près de celles et ceux qui refusent de voir l'évolution de la capitale. Chez les autres, la réflexion est en cours sur les moyens (détournés) de contourner les contraintes institutionnelles, à défaut de lancer un grand débat sur l'architecture bruxelloise. Parmi les idées, l'école multilingue. ■

VÉRONIQUE LAMQUIN